

Espaces d'hospitalité dans le Quartier Nord

Louise Carlier & Antoine Printz

En 2015, la file d'attente devant l'Office des Etrangers, alors situé Chaussée d'Anvers, se transforme progressivement en une occupation du parc Maximilien. Ce lieu devient une étape centrale dans les trajectoires de migration, le lieu où « tout se passe »¹, autant qu'un point de focalisation de la « crise » migratoire en Belgique. Face aux conditions déplorables de l'accueil et à l'urgence des besoins, différents acteurs associatifs mettent en place un Hub Humainitaire, centralisant des services de première ligne à proximité des lieux occupés, dès 2017 (Deleixhe, 2018). Chaque après-midi, entre 200 et 300 personnes y sont reçues, pour bénéficier des soins médicaux, d'une aide administrative, d'un suivi psychologique, de vêtements... y travaillent chaque jour entre 30 et 40 permanents, bénévoles et professionnels, « bande de personnes indignées » comme les qualifiera l'un d'entre eux.

Au début de cette enquête, ce Hub se situe à proximité du parc Maximilien, à la gare du Nord, qui abrite elle-même une population migrante importante. Depuis fin février 2019, l'« espace zéro », situé au niveau -1 de la gare, est réservé à la population migrante, où elle se trouve confinée. La zone est clôturée. Sur les portes, une indication à l'attention des navetteurs : « Nous espérons par cette action offrir plus de sécurité et de propreté dans le bâtiment ». Des centaines de migrants y dorment, chaque nuit, sur des cartons. Sans accès ni à l'eau, ni à des sanitaires. Chaque jour, professionnels et bénévoles maraudent, distribuent des repas, informent, tentent d'aider et de soutenir ces personnes face à la précarité de leur condition de (sur)vie et l'absence de prise en charge politique.

1

C'est en effet là que s'organisent l'aide humanitaire et la distribution alimentaire, puis le dispatching pour les hébergements, etc.

Nous nous sommes intéressés, pour cette enquête, aux espaces d'hospitalité (Stavo-Debaugé, 2017) et de ressources pour les migrants, comme le Hub comme espace de soin et d'accueil, ou les espaces publics occupés que constituent le parc Maximilien et la gare – via une observation des lieux, une participation aux activités de la plateforme, l'organisation de focus group avec les migrants, professionnels et bénévoles, et la réalisation d'entretiens. L'hospitalité de ces espaces, pour ceux qui les occupent, se perçoit en miroir de la menace policière et de l'hostilité de l'environnement – urbain, politique – au sein duquel ils se situent. Nous nous sommes donc penchés sur les qualités d'hospitalité de ces espaces, et sur la façon dont elles se jouent au fil de différents événements récents liés à la présence des migrants dans le quartier Nord.

Le Hub : une enclave hospitalière dans un espace de circulation

En septembre 2017, face au manque de réponse politique pour organiser l'accueil de ces populations vulnérables, une série d'associations de terrain engagées sur les questions relatives à la présence à Bruxelles de personnes dans des parcours de migration (que les autorités appellent «transmigrants») portent le projet de la centralisation des services d'aide de première ligne pour ces personnes, à proximité des lieux qu'elles occupent. Il s'agit d'un enjeu central pour l'accueil d'une tel public vulnérable dont les problématiques sont intriquées et dont la capacité de mobilité et d'accès aux services dans la ville est potentiellement et paradoxalement limitée². Cette centralisation spatiale des services s'incarne dans la création d'un lieu considéré comme «sanctuarisé», le Hub Humanitaire. Après une première courte activité dans la rue Frontispice, celui-ci s'installe dans un espace de bureaux dans le Centre de Communication Nord (CCN). Cet espace se situait au premier étage de la Gare du Nord, relativement invisible depuis l'extérieur.

L'hospitalité du Hub se perçoit, pour ses usagers, comme une inversion des qualités spatiales de la gare au sein de laquelle il est situé, qui constitue un espace public – en vertu de sa qualité d'accessibilité, qui se prolonge dans des principes de connectivité, de lisibilité, de transparence des espaces, facilitant la circulation de l'utilisateur considéré comme individu mobile, ou être de passage (Joseph, 1997). La présence dans la gare des migrants, «êtres de passage» par excellence, entre pourtant directement en tension avec les qualités attendues d'un espace public urbain : ils s'y présentent en masse, l'occupent et y stationnent plus qu'ils n'y circulent – voire ils y habitent, y passent le temps, y dorment. Leur présence déborde par ailleurs sur les franges de la gare, jusqu'aux intérieurs privés des immeubles qui l'entourent. Les espaces qu'ils occupent et leurs usages de la gare entrent directement en tension avec «le confort de l'utilisateur» qui repose sur les qualités de bonne accessibilité et circulation. Ce qui justifie à la fois le cloisonnement des espaces dans la gare occupés par les migrants ; et à la fois le renforcement de la présence policière visant à maintenir l'«ordre public» (Carlier, 2020).

² En raison de problèmes multiples, touchant aux difficultés d'accès à l'information, à la mobilité restreinte en raison de questions de sécurité, et là la connaissance toute limitée de la ville.



© Badr-Zamane Sehaki

Les qualités d'hospitalité du Hub découlent du même coup de la «coupure», de la déconnexion qu'il permet avec son environnement. Son «enclavement» est marqué matériellement par une série de seuils, de portes, de cloisons, permettant une gradation des espaces d'accueil jusqu'aux lieux plus intimes. Les qualités d'hospitalité du Hub se présentent en miroir des «qualités spatiales» de la gare : le Hub est hospitalier en tant qu'il constitue un espace clôturé, de repli et d'invisibilité, à l'inverse de l'espace public transparent, fluide dans lequel il se tient. Son hospitalité tient plus encore à ce qu'il permet en termes d'usages et d'expériences : c'est un lieu réservé à une «communauté d'expérience», non accessible à tous ; c'est un espace d'attente et

de repos – ce qui est refusé dans la gare – où l’on est protégé des contrôles et de la violence ordinaire et quotidienne et où l’on peut baisser la garde.

La question de l’hospitalité des espaces ne peut être dès lors être détachée de celle du contexte plus large dans lequel ils s’inscrivent – et auquel ils répondent. Si un espace comme le Hub de la gare du Nord, malgré la faiblesse criante de ses qualités spatiales³, a pu être attaché par les bénéficiaires à des fortes valeurs d’hospitalité, c’est en vertu de qualités inclusives d’un ordre autre que strictement spatial, morphologique ou esthétique. Le Hub a une qualité inclusive pour les personnes en migration à Bruxelles en miroir des logiques radicales d’exclusion à l’œuvre dans les autres espaces, où leur présence est refusée. C’est ainsi en raison de l’hostilité de l’environnement alentour que certains espaces clos sont associés à de telles qualités d’hospitalité.

L’hostilité de cet environnement ne découle pas de ses caractéristiques spatiales, mais de l’incurie politicienne voire, de manière plus réaliste, de l’organisation institutionnelle de la menace. La question prend alors pied dans un contexte politique plus large, qui entretient un rapport (paradoxal) de surdétermination des qualités d’inclusion de certains espaces. En ce sens, le fait que l’ensemble des acteurs, dont les pouvoirs publics et les forces de polices, caractérisent le Hub comme un lieu «sanctuarisé» est loin d’être anodin. Un sanctuaire, c’est un lieu sacré marqué par des dimensions d’asile, d’hospitalité, mais aussi et surtout d’inviolabilité. En écologie animale, un sanctuaire est un lieu d’interdiction de la chasse en vue de la préservation d’une espèce. Il s’agit donc d’un espace au sein duquel est suspendue l’hostilité à l’égard d’une population. On ne lit que mieux, en creux, l’hostilité et la violence qui s’exerce à l’égard de ces personnes à l’extérieur de ces lieux protectionnels. Le Hub Humanitaire est alors finalement un des rares espaces, dans la vie des migrants, où leur est garantie une bienveillance – des soins, de l’aide, des ressources pour survivre – à l’inverse de l’environnement au sein duquel il se tient. Son hospitalité tient, certes, à des principes de spatialité, ou à un apprêtement des lieux, mais surtout à une manière «répondre» à un contexte particulièrement violent et hostile.

3 Lors des entretiens réalisés tant avec les usagers du Hub qu’avec les professionnels et bénévoles, cet espace nous était toujours décrit à partir des sensations d’étouffement, d’oppression, d’obscurité, et des principes dysfonctionnels de son aménagement au regard des activités qu’il était supposé accueillir.

L'espace Zero : La crise sanitaire – de la rumeur à l'évacuation

Début mai, Bruxelles-Propreté, l’organisme qui était en charge de la gestion des déchets, face à la réticence et aux craintes de ses employés, annonce mettre en place un plan de vaccination pour le personnel de la gare, et l’équiper d’une tenue de protection en raison des risques sanitaires. Parallèlement, la société de nettoyage privée suspend ses activités dans l’«espace zéro». Cet enchaînement de faits aggrave considérablement la situation pour ses occupants. Les détritus et les poubelles s’entassent, quelques excréments humains jonchent le sol, une odeur d’urine sature l’atmosphère. Après quelques jours, la presse fait écho de cas de maladies infectieuses parmi la population migrante. Bien que le directeur de Médecin du Monde dément le caractère «alarmant» de la situation et qualifie d’«infinitésimal» le risque de contracter la tuberculose ou la malaria. Les employés de De Lijn interpellent leur direction, ils n’entendent plus faire arrêt à la gare du Nord. La société de transport en commun annonce réorganiser ses départs et arrivées à partir de Rogier, afin de ne plus devoir utiliser les plateformes qui jouxtent l’«espace zéro». Un quotidien national francophone titre «De Lijn déserte la gare du Nord». Le lendemain, la STIB leur emboîtait cependant le pas. Le bourgmestre de Saint-Josse dénonce ce «coup de force» des sociétés de transports «réalisé sans aucune concertation» et les exhorte à reprendre leurs activités normalement, celui de Schaerbeek dénonce la «non-gestion par l’état fédéral». La présence médiatique dans la gare ne fait qu’accroître les tensions. Les migrants relatent aussi le comportement de certains usagers qui photographient ces scènes de «misère», sans doute particulièrement dissonantes dans leur trajet vers le travail. Un conflit éclatera d’ailleurs entre deux journalistes et une personne qui refuse d’être filmée, criant «we’re not animals, we’re not animals» en repoussant vigoureusement les journalistes. RTL-TVl diffusera les images le soir même.

La tension à la gare du Nord est palpable, la situation devenant «insoutenable» tant pour les migrants et acteurs de l’aide et du soin que pour les commerçants et les riverains, qui ont signé ensemble une pétition. Cette pétition revendique une prise en charge politique de la présence des migrants, maintenus dans des conditions qualifiées «d’inhumaines» – «on les laisse vivre comme des bêtes» dira l’un des signataires. Les commerçants déplorent les conséquences des nuisances associées à leur présence dans la gare qui repousseraient les clients, habitués ou potentiels, et qui insécurisent les employé(e)s⁴. Cette pétition a également été signée par les habitants des logements qui se situent aux abords de la gare, la présence des migrants «débordant» dans les intérieurs des logements⁵ ou à leurs abords extérieurs immédiats. Outre qu’elle suscite un sentiment d’insécurité et de désappropriation de leur espace privé chez les habitants, la présence de ces publics perçus comme indésirables engendre aussi tout une série de troubles suscitant un sentiment d’insupportabilité (détritus et excréments dans les espaces intérieurs, etc.).

4 Ces nuisances sont décrites par les commerçants et habitants du quartier de la gare du Nord en termes de manque d’hygiène, d’accaparement des espaces de circulation, d’incivisme, de consommation d’alcool et de cannabis, de trafic de drogue, d’agressions et actes de violence.

5 D’après les habitants, les halls des immeubles avoisinants seraient occupés constamment et les cages d’escalier utilisées comme abris pour passer la nuit.

Face à cette exacerbation des tensions au sein de la Gare, de nombreux occupants quittent l'«espace zéro». Seuls restent «les plus mal en point», ceux qui ne savent pas bien se déplacer, les malades et les plus vulnérables, nous dira une bénévole. Ils survivent dans des conditions déplorables, dans ce sous-sol déserté. Celui-ci doit être nettoyé d'urgence, les déchets évacués, ses sols lavés – les pouvoirs publics ne s'en chargeant plus. Quelques jours plus tard, suite à un appel sur les réseaux sociaux («Noordstation: net & gastvrij voor iedereen»), des citoyens se rejoignent à la gare du Nord avec brosses, seaux et produits, pour une «danse des balais». En une après-midi, avec l'aide de quelques-uns des occupants de l'«espace zéro», le lieu est rendu propre. Répit de très courte durée: il sera fermé quelques jours plus tard. Les occupants sont évacués de la gare par les forces de l'ordre. La ministre en charge de l'Asile et de la Migration se félicite d'avoir «rendu la gare du Nord aux navetteurs et aux voyageurs». Elle précise que des contrôles policiers soutenus seront effectués à la gare afin de dissuader «ceux qui décide[raient] de revenir gare du Nord». Un plan d'accueil d'urgence est mis en place par les associations pour les «évacués». Nombre d'entre eux se replient vers le parc Maximilien.

Le parc Maximilien: un «safe space»

La zone de la gare et de ses alentours devient alors particulièrement dangereuse pour les migrants. Elle est le lieu de possibles altercations et interpellations par la police. Le Hub étant toujours situé dans la gare, ses bénéficiaires évitent de s'y rendre en-dehors de situations de nécessité. Il devient une enclave dont la zone d'ancrage est une zone de conflit, puisque son environnement direct est hostile et inhospitalier. Les migrants se concentrent au parc Maximilien, qui devient de leur point de vue le seul «safe space».

Sa qualité d'hospitalité et de refuge tient à l'ensemble des différents services qui y sont organisés (distribution de repas, dispatching d'hébergement, initiatives citoyennes à l'attention de la population migrante, etc.) autant qu'aux usages qu'il permet de recevoir (accès à l'eau, toilettes, espaces extérieurs abrités pour le repos, espaces de jeu et de sport, etc.). Ces usages rendent involontairement publiques des pratiques relevant de l'intime (se laver, dormir, lessiver, se raser, etc.) et amènent, en raison du manque d'infrastructure adéquate, à détourner des équipements pour des pratiques imprévues et désajustées, qui ne trouvent pas de place ailleurs en dépit de leur caractère primaire, vital – les espaces sous les dalles étant détournés comme espaces de repos, la fontaine étant utilisée pour se laver, l'«araignée» dans l'aire de jeu pour enfants pour sécher le linge... Ces usages rendent la cohabitation avec les riverains «explosive» – les habitants des tours de logements situés sur la dalle Héliport étant quotidiennement affectés dans leur qualité de vie par la fonction de refuge du parc, qu'ils perçoivent comme leur ayant été destitué.

La qualité d'hospitalité du parc, pour les migrants, tient aussi aux modalités d'occupation que l'espace autorise: la protection de soi passe par la concentration massive en un même lieu, pour échapper aux menaces et



© Badr-Zamane Sehaki

aux violences policières: «Police cannot take us if we are all together and stay together». L'espace occupé se rétracte et se densifie en même temps. Tout ce qui l'entoure paraît menaçant – «all other places are frightening».

L'hostilité des espaces alentours est organisée institutionnellement, par une présence policière accrue et un déni de tout droit de passage, d'occupation, de repos dans les espaces environnants: «They kick us from the station. They kick us from the park. It's all the government do». La traque est une réalité banale, organisant les conditions abjectes d'une quotidienneté toujours inquiète et périlleuse. À cette atmosphère sécuritaire répond la colère des migrants – «we just want a real life», «where is the democracy here?» – autant qu'un certain fatalisme: «c'est l'absurdité et le vague à l'âme s'installe», «pour nous les Tunisiens, même au paradis, ils vont dire que c'est fermé!».

Fin mai, le Hub quitte la Gare du Nord (échéance du bail) et déménage Avenue du Port. Un espace ouvert extérieur entoure le Hub, et fait la transition entre l'espace intérieur et l'espace public alentour que constitue l'avenue – espace public nettement moins dense et fréquenté que ne l'était la gare. Les professionnels autant que les usagers «soufflent» un peu: l'espace paraît plus serein, plus propre, plus aéré, moins densément occupé, et relativement «préservé» de la présence policière. L'espace de (sur)vie des migrants, d'abord restreint à la zone s'étendant de la gare au parc Maximilien, puis rabattu à celui-ci, tend aujourd'hui à se déplacer et à s'étendre en direction du nouveau Hub. Ses bénéficiaires investissent un nouvel espace de passage reliant le parc au Hub,

constitué par les espaces publics résiduels situés entre l'allée verte et le Quai de Willebroek, et sur la Place de l'Armateur, jusqu'alors marginalement utilisés et fréquentés. On peut se demander quels usages ils accueilleront, et quelles seront leurs qualités d'hospitalité urbaine.

Hospitalité urbaine, inhospitalité institutionnelle

Les déplacements progressifs de ces populations dans le quartier Nord doivent être compris dans leur contexte général. Ils ne sont en effet pas le fait de préférences individuelles ou de rationalités opportunistes – conception pourtant si congruente avec la politique migratoire actuelle, qui aime à différencier entre migration économique et asile politique, entre mauvais migrant et bon réfugié. Le contexte politique doit être envisagé en ce qu'il est déterminant de la difficulté à faire monde de ces personnes. Il leur dénie, juridiquement notamment, le droit à déployer une vie autre que celle restreinte sur les dimensions les plus proches de la survie – cela est au principe tant de l'aide médicale urgente que des destructions des installations ou des perquisitions organisées chez les hébergeurs. La vie tend pourtant à trouver des formes normalisées, en certains lieux, dans une banalisation de l'insoutenable et une tentative de « tenir », avec des bouts de ficelle et des morceaux de carton, avec un peu d'aide extérieure aussi. La considération, la reconnaissance ou l'hospitalité ne peuvent plus être trouvées en dehors de la seule sphère des relations interpersonnelles, dans des espaces et des moments particuliers et circonscrits. Et un « jeu » s'organise entre l'investissement de ces espaces et de ces moments, et leur sapement méthodique et froid, qui condamne à un éternel recommencement propre aux gens forcés de réparer le monde avec des rustines.

La stratégie toute indiquée est celle du retranchement. Les espaces d'accueil et d'hospitalité sont alors contraints à la clôture, à la circularité des opérations, au risque de s'enfermer dans des rengaines répétitives et usantes faites d'expédients et de moyens de fortune, où tant la bienveillance que le repos ne peuvent être accordés qu'à titre temporaire, où l'on ne peut jamais proposer un véritable ancrage, où les ressources de résilience et les supports participant au maintien de soi sont toujours précaires et momentanés. Le caractère nécessairement insulaire du Hub permet la protection mais limite foncièrement son caractère inclusif dans un ensemble plus large. Il implique l'incapacité de se lier, de faire réseau avec d'autres lieux, d'autres acteurs, d'autres institutions. Il implique la difficulté à mailler l'espace urbain de lieux à la fois protecteurs et ouverts sur la ville, participant à son accessibilité pour les publics les plus vulnérabilisés. La non-inclusion à la communauté politique de ces personnes les contraint au retranchement dans des espaces enclavés et « sanctuarisés », c'est-à-dire rompant de manière franche avec leur environnement.

Pourtant, pour peu qu'on écoute les aspirations de ces personnes, il en est une qui sort principalement. Et dont l'écart avec la réalité saute aux

yeux. Si l'on fait l'effort de tendre l'oreille vers certaines de ces voix, celles-ci revendiquent le droit à une certaine indifférence, celle dont nous jouissons en tant que citoyens. Ce qu'elles refusent, c'est le stigmate et les coups qui vont avec, c'est l'inégalité de traitement. C'est l'inégalité des vies. Tout ce qu'elles implorent c'est de pouvoir « être là » – que cela soit pour rester ou juste pour passer – comme un quidam, dans un rapport de normalité anonyme, non stigmatisée, qui n'en passe pas par le retranchement.

La politique d'intolérance à l'égard des migrants menée au niveau fédéral, l'antipathie au niveau institutionnel et politique amène à considérer les nouveaux-venus comme une présence indésirable, et à mettre en place des dispositifs qui, tout en visant leur expulsion territoriale, exacerbent les tensions et le caractère insoutenable de la situation – sans modifier nullement la fonction « naturelle » de Bruxelles comme nœud dans les réseaux migratoires, dont le cœur est aujourd'hui le parc Maximilien.

Les problématiques soulevées par la présence des migrants dans le quartier Nord renvoient toutes aux conséquences de l'absence d'infrastructures d'accueil adéquates, dans un contexte où les politiques d'asile se greffent sur une idéologie de fermeture des frontières et de rejet de l'étranger. Ces conséquences ont des prolongements dans l'espace, qui posent une question directe, visible, à la communauté urbaine et politique : celle de ses principes et de ses pratiques d'inclusion, d'ouverture et de réception.

Comment les espaces publics dans le quartier Nord pourraient-ils dès lors être conçus pour se montrer à la hauteur des enjeux qui s'y jouent, et faire preuve d'une hospitalité à l'égard de ceux qu'une certaine idéologie amène à considérer comme indésirables et « out of place » plutôt que comme êtres humains dignes d'être accueillis et reçus – en-deçà même d'une politique d'intégration ou de reconnaissance ?

Les différentes études réalisées dans le cadre des politiques de rénovation urbaine s'accordent pour constater l'importance des espaces publics résiduels, des marges, et des interstices dans le territoire observé, qui devraient être aménagés de façon à accueillir des usages et besoins divergents, des pratiques actuellement en tension. Cette problématique pose la question de l'organisation spatiale de la coexistence urbaine. A cette question, l'imaginaire architectural et urbanistique qui domine aujourd'hui tend à répondre par des principes spatiaux de continuité, de transparence et de lisibilité, considérés comme garants des exigences d'inclusion, d'accessibilité, de « vivre-ensemble ».

Pourtant, on constate paradoxalement que les lieux hospitaliers aux migrants, qui se trouvent dans des situations d'exclusion et de précarité extrême, le sont en raison de leurs qualités inverses, des possibilités de repli, d'invisibilité, d'isolement qu'ils permettent. La non reconnaissance de ces qualités spatiales sonne alors comme la négation d'un potentiel d'inclusion des espaces publics urbains – qui sont, constitutivement, amenés à accueillir des formes de vie précaires et vulnérables, celles de ceux qui n'ont pas de place ailleurs. Les espaces résiduels, marges et interstices du

quartier Nord pourraient dans cette perspective être considérés comme des espaces susceptibles d’accueillir des publics vulnérables qui, dans les espaces continus et ouverts, suscitent « troubles » et tensions ; autrement dit, de faire une place à chacun. Certains de ces espaces pourraient accueillir des infrastructures, temporaires ou non, permettant aux pratiques relevant de l’intime (se laver, se coiffer...) autant qu’à des services spécifiques (aide, soin, ...), de trouver une place dans l’espace public sans embarrasser ni l’usager ni le passant, et sans exacerber les troubles de cohabitation – comme ceux liés aux détournements d’équipements prévus pour d’autres usages, propres à d’autres publics, qui s’en trouvent du même coup empêchés.

Nous pensons que la présence, dans les espaces publics, des migrants, s’inscrit dans la problématique plus large de l’hospitalité de la ville aux figures de la pauvreté urbaine, et de la place donnée à ceux qui n’ont pas de chez soi, et qui n’ont comme espace de vie que les espaces publics urbains. Les tensions de cohabitation qu’amènent leurs usages détournés – pour répondre à des besoins primaires et vitaux – en appellent d’abord, à la mise en place d’équipements, de refuges, où ces usages pourraient trouver un espace d’intimité, fondamental à un sentiment de dignité. Il s’agit de créer des *safe spaces*, « enclaves inclusives » (Berger & Moritz, 2018), qui, tel un Hub Humanitaire ou un espace d’hébergement, peuvent répondre aux conditions premières d’une vie digne. Les nombreux bâtiments vides du quartier Nord, en attente d’affectation, pourraient dans cette perspective accueillir des « occupations temporaires » à finalité sociale, répondant directement aux besoins criants qui se font ressentir dans leurs entours immédiats – en attendant une réponse plus pérenne à ces problématiques...

Bibliographie

Berger, M., & Moritz, B. (2018). Inclusive urbanism as gatekeeping. In M. Berger, B. Moritz, L. Carlier, & M. Ranzato (Eds.), *Designing urban inclusion* (p.149-163). Brussels: Metrolab Series.

Carlier L. (2020) Experience of Urban Hospitality: An Ecological Approach to the Migrants'World. *Urban Planning*, 5 (3), p.241-251.

Deleixhe, M. (2018). L'évènement de la rencontre. La Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés en Belgique. *Esprit*, 446, p.130-138.

Joseph, I. (1998). *La ville sans qualités*. La Tour d'Aigues: Éditions de l'Aube.

Stavo-Debauge, J. (2017). *Qu'est-ce que l'hospitalité ? Recevoir l'étranger à la communauté*. Liber, Montreal.